

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Édition et Librairie 6032-01 Paris

18 ans
de lutte
pour la
révolution
socialiste

La Vérité, n° 500

Les prix montent en flèche...

LA « CATASTROPHE » N'EST PAS POUR TOUT LE MONDE

LA situation financière est préoccupante pour les milieux gouvernementaux.

Il ne s'agit pas de la situation financière de n'importe qui : il s'agit de la situation financière des capitalistes.

Pour les travailleurs, la question est réglée. Elle est réglée ou semble l'être depuis de nombreux mois, sinon des années. Les prix montent, les salaires restent bloqués.

Blocage des salaires, ou « blocage des prix », ce qui revient au même, pause sociale, trêve revendicative, tels sont les slogans des hommes au pouvoir, des hommes qui vont prendre le pouvoir ou qui, comme Plevin, auraient pu prendre le pouvoir.

Si les bourgeois ont quelques difficultés à orienter leur choix vers telle ou telle forme d'équilibre budgétaire ou de gestion saine de l'économie, si, parmi eux, il se manifeste des divergences, parfois sérieuses, sur les postes financiers à pourvoir en milliards : aide à l'exportation, incences d'importation, affectation des crédits à moyen et court termes, investissements dans tel ou tel secteur de l'économie, il y a, par contre, unanimité totale pour faire payer aux travailleurs les frais de la gestion capitaliste, quel que soit le choix qui puisse être fait.

Les travailleurs ont déjà payé très cher le « relèvement du pays » (lire : des entreprises capitalistes) au lendemain de la libération.

Depuis lors, les prix n'ont cessé de monter, l'écart entre les salaires et les prix n'a cessé de grandir.

Et le gouvernement Gaillard a accentué cette politique avec l'opération 20 %. À partir de septembre 1957, la tendance s'est accélérée. Depuis, il n'y a eu aucun ralentissement. Le pouvoir d'achat des travailleurs a été amputé de 20, 30 ou 40 % selon les catégories. Ce qui n'empêchait pas M. Pflimlin de déclarer : « La situation des prix est assainie, nous allons bloquer les prix ».

C'était en décembre dernier. Il y a eu un blocage, effectivement, mais ce fut celui des salaires. Les hausses ont atteint une telle ampleur sur l'échelle mobile fut conçue dans le but de ne jamais être appliquée, a dû être déjà relevé à deux reprises. Il serait même question de le relever une troisième fois. Mais les patrons hurlent à la mort. Ces pauvres courent à la ruine, à les entendre !

Quant aux prix, ils connaissent encore actuellement une nouvelle poussée. Le beefsteak atteint 1.000 fr. le kilo, le litre de vin arrive à 160 fr. Certains salaires arrivent au point où ils sont à peine suffisants pour que les travailleurs ne crèvent pas, littéralement, de faim.

Les organisations syndicales parlent, en général, d'augmenta-

tion des salaires. Elles ne chiffrent rien. Elles ne mettent en avant aucun mot d'ordre valable. Quant aux organisations politiques de la classe ouvrière, elles font des dissertations, soit sur ces méchants de la droite

Daniel RENARD.
(suite page 4)

La S.F.I.O. prend du champ... la bourgeoisie s'inquiète

POUR l'instant, la crise ministérielle s'étire... Plevin qui, après que les socialistes lui aient refusé leur concours, avait décidé de renoncer, reste, sur la demande du président de la République, en course. Si le M.R.P. et les radicaux acceptent, il formera un cabinet de minorité. Sinon, on fera appel, sans doute, à un M.R.P.

Mais le déroulement de la crise est de peu d'intérêt en regard du fait décisif qui l'a marqué : la nouvelle attitude des socialistes. Il s'agit là d'un véritable tournant de la législation, le premier d'importance depuis les élections générales de 1956. Il est le reflet de la dégradation accrue de la situation française.

Nous avons dans ce journal longuement insisté sur la profondeur, la gravité de la crise qui étroitement la bourgeoisie. Nous avons répété et répété que la politique algérienne de la

France était maintenant dans une impasse complète. Nous avons souligné le facteur d'aggravation que représentait l'intervention américaine. Mais rien dans le domaine « politique » ne traduisait cette crise : on arrivait toujours à un accord. Les gouvernements se suivaient et se ressemblaient, les thèses qui paraissaient inconciliables se confondaient.

Mais, en dépit des apparences, la chute de Gaillard sur la question des « bons offices » n'aurait pas une « crise comme les autres ». L'attitude socialiste en est la preuve.

Invité à se prononcer sur les offres que lui faisait Plevin, le Conseil National du Parti socialiste, mené par Guy Mollet, refusa non seulement de participer au gouvernement, mais insista sur le fait que dans la période présente les socialistes ne sauraient ni participer, ni prendre la direction d'aucun gouvernement. Le parti socialiste souligne qu'il ne passe nullement à l'opposition, qu'il est prêt à soutenir un gouvernement, par exemple celui de Plevin, qu'il estime simplement que sa participation n'a pas de sens car on ne lui laisse pas les mains libres pour accomplir la politique que

F. FORGUE.
(Suite page 4).

LES AFFAIRES COURANTES

LE gouvernement est démissionnaire. Il n'y a plus de ministres. Mais il y a l'appareil d'Etat, il y a les préfets et les C.R.S., les généraux et les flics, les juges et les bourreaux. Il y a l'Etat, l'Etat bourgeois, l'Etat des riches qui, en permanence, veille à la défense des exploités contre les exploités.

La crise ministérielle peut arrêter les grèves. Elle n'arrête pas la guilotine. L'exécution, le 24 avril, de l'étudiant Taleb Abderrahmane allongea encore un peu la liste des victimes de la répression colonialis-

te et aussi, il faut le dire, de la politique imbécile du F.L.N. Pour avoir fabriqué des bombes dont il ignorait qu'elles allaient frapper des dizaines d'innocents (attentats du

(Suite page 3)

Nouvelles perspectives aux U.S.A.

I. — Les facteurs objectifs favorables aux révolutionnaires

Notre collaborateur E. Jones, qui a précédé, dans les précédents numéros de « La Vérité », à un examen de plusieurs aspects importants de l'actualité politique aux États-Unis, expose aujourd'hui, en deux articles

dont le premier paraît dans ce numéro, ses conclusions générales et les perspectives nouvelles ouvertes pour les révolutionnaires américains.

APRES une décennie de lutte au sein d'un ensemble d'écrasantes difficultés, les socialistes révolutionnaires américains voient s'ouvrir pour eux une période plus favorable. De nouveaux éléments apparaissent dans les mouvements de masse, en même temps qu'une évolution positive se précipite

dans les milieux de gauche, après la crise du stalinisme. Combinés, ces facteurs sont les signes avant-coureurs d'un renversement de la situation qui, depuis longtemps, maintenait le mouvement socialiste révolutionnaire en dehors de la vie politique des grandes masses.

Pendant la période de la « guerre froide », les capitalistes ont maintenu un équilibre social relatif basé sur la combinaison d'une prospérité artificiellement entretenue et d'une réaction dans le domaine politique

marqué par le Mac-Carthisme. Une violente chasse aux sorcières avait été menée aussi bien par le gouvernement que par la bureaucratie syndicale. Une atmosphère de collaboration de classes dominait dans le mouve-

ment des masses. Sous le règne dictatorial de la bureaucratie syndicale, le militantisme ouvrier s'était affaibli. A la base de tout cela, il y avait le sou-

E. JONES.
(Suite page 3.)

EN juillet 1940, moins d'un mois après l'occupation de Paris par les troupes hitlériennes, était diffusé à Paris le premier journal clandestin. Simple bulletin ronéotypé (à partir du numéro 2, il fut imprimé sur une presse à main) c'était le numéro 1 de « La Vérité ».

Les 500 numéros parus en 18 ans sont le témoignage vivant d'une lutte persévérante, systématique, inlassable, pour le programme de la Révolution socialiste mondiale, tel que l'ont élaboré les plus grands dirigeants de la classe ouvrière, MARX, ENGELS, ROSA LUXEMBOURG, LENINE, TROTSKY, et que l'expérience de plus d'un siècle de luttes prolétariennes est venu l'enrichir.

Cent numéros clandestins, de 1940 à 1944, appellent à la lutte contre les nazis et leurs complices français, sans pour cela faire de concession au chauvinisme ou à l'union sacrée. « La Vérité » appelle à la lutte contre la déportation des travailleurs français en Allemagne, à la grève générale contre la « relève », à la fraternisation entre travailleurs français et travailleurs allemands contre le nazisme. Plusieurs dizaines de militants, parmi lesquels trente soldats ou marins allemands, seront fusillés pour leur participation à cette action, plusieurs dizaines d'autres déportés. Marcel HIC, directeur de « La Vérité » et secrétaire général de l'organisation trotskyste française, meurt à Dora.

1944-1945 : « La Vérité » dénonce l'esroquerie de l'union sacrée, du tripartisme M.R.F.-P.S.-P.C.F., de la collaboration des classes. Elle dénonce la dissolution des milieux ouvriers patriotiques imposée par THOREZ à son retour de Moscou ; elle dénonce le « produire d'abord », affirme que la grève est l'arme indispensable des travailleurs, et non « l'arme de classe des trusts », suivant la criminelle expression des dirigeants de la C.G.T. Elle dénonce la sale guerre d'Indochine, dont le Parlement, y compris les ministres du P.C.F., vote les crédits ; ce qui lui vaut d'être une première fois poursuivie.

De la grève Renault d'avril 1947 à la grève des banques de juillet 1957, il n'est pas une grande lutte ouvrière dont « La Vérité » ne se fasse l'écho, qu'elle ne reflète d'une manière vivante et d'un point de vue qu'elle est seule à exprimer. « La Vérité » décrit en effet les luttes, non, comme l'ensemble de ses confrères, du point de vue des appareils bureaucra-

R. MONGE.
(Suite page 4).

COMMENT ON EN EST ARRIVÉ LÀ

Quand les travailleurs le veulent, il n'y a pas loin... de la République à la Bastille

LES dirigeants de la C.G.T. ont voulu faire une concession à la volonté de combat de la classe ouvrière en organisant une manifestation le 1^{er} mai, place de la République, contre l'interdiction gouvernementale du défilé traditionnel de la Nation à la Bastille.

Il y avait plusieurs milliers de travailleurs, non pas des dizaines de milliers, mais quelques milliers, car la préparation de cette manifestation s'était faite en dépit du bon sens. Chez Renault, par exemple, il n'y eut aucun tract qui appelait les travailleurs à venir à la République. Les bureaucrates voulaient du monde, mais pas de trop, pour ne pas être débordés.

La fin de la manifestation devait montrer qu'ils avaient vu juste.

Des flics, il y en avait de tous les côtés de la place de la République, avec des consignes très strictes de ne pas provoquer. Mais, quand les discours-fleuves furent finis, que les manifestants furent invités à se disperser, pour rentrer chez eux, les choses n'allèrent pas exactement comme l'avaient prévu les bureaucrates.

Les travailleurs voulaient aller à la Bastille. Après avoir copieusement injurié les forces de police, il y eut des tentatives pour forcer les barrages. Il fallut que les bureaucrates hurlent à la « provocation » dans laquelle il ne fallait pas tomber, expliquent le succès « considérable » de cette manifestation pour que les manifestants, après bien des hésitations, se décident à céder le pavé aux forces de police.

La leçon n'est pas perdue. Les travailleurs veulent se battre, ce sont les bonzes qui ne le veulent pas.



... la bourgeoisie s'inquiète

(suite de la page 1)

On feint d'approuver. L'empêche, comme le remarque amèrement « Le Figaro » du 3 mai, que le « parti socialiste se débrouille aux responsabilités du pouvoir à l'heure où l'union serait plus que jamais nécessaire ».

Le premier effet de la décision socialiste aura été de sonner le dernier quart d'heure colonial du camarade Lacoste dont la présence à Alger était le symbole de la continuité de la politique de guerre. Nous ne sommes pas de ceux qui expliquent que son seul départ signifie que l'on aille vers la paix, mais il ne fait pas de doute qu'il s'agit là d'un facteur qui aidera à créer un « climat de négociations ».

Ce n'est quand même pas dans le seul but de se débarrasser de l'encumbrant Lacoste que la S.F.I.O. refuse de participer au prochain gouvernement ; s'il l'avait fallu, elle aurait continué à le supporter.

La décision prise par le Conseil national marque la claire conscience que les dirigeants socialistes ont prise de la gravité de la situation. Ils considèrent maintenant que des négociations, sous une forme ou sous une autre, sont inévitables. La guerre d'Algérie ne peut plus se poursuivre indéfiniment, ne serait-ce que parce que les Américains ne veulent plus qu'elle dure. Les socialistes tirent les conclusions logiques de cet état de choses. Ils savent qu'à l'occasion du règlement du problème algérien, la crise grandira encore. Ils ne tiennent plus à apparaître comme les otages de la droite (la plus bête du monde, comme dit Guy Mollet, qui s'y connaît), ils préfèrent apparaître du dehors comme la seule chance de salut.

D'autre part, c'est sur tous les plans que s'aggrave la crise

française. Demain, la classe ouvrière manifesterait ouvertement son mécontentement, lutterait pour défendre son niveau de vie qui fond au soleil d'une hausse accélérée des prix. La S.F.I.O. ne sera-t-elle pas plus utile, hors du gouvernement ? Ne pourrait-elle pas mieux jouer son rôle ?

Certes, mais, en même temps, la manœuvre socialiste est grosse de dangers. Le passage de la S.F.I.O. dans une relative « opposition » sera interprété par la classe ouvrière comme la traduction du fait que c'est la droite qui est au pouvoir. Force Ouvrière cédera plus facilement à la pression des militants. L'attitude du P.C.F., qui fait tout ce que fait le P.S., sera, elle aussi, appelée à se modifier.

La bourgeoisie le sait bien qui commence, avec crainte, à évoquer le Front Populaire. Le tournant de la S.F.I.O., pour habile qu'il soit n'est, en dernière analyse, que la conséquence de la crise totale de la bourgeoisie française. Elle est un signe certain du mûrissement de cette crise. Elle ne saurait l'empêcher d'empirer encore.

Les prix montent...

(suite de la page 1)

qui font tout pour que rien n'aille bien (le parti socialiste), soit sur les vertus salvatrices du « gouvernement des gauches » (le parti communiste français). Mais personne ne critique cette caricature d'échelle mobile des salaires actuellement existante, car tout le monde l'a votée ou approuvée.

Mais personne ne publie d'indice sur l'augmentation réelle du coût de la vie, ou, s'il y a quelque publication de cette nature, elle se réfère au budget familial

PARALLELEMENT à une dépréciation continue de leur pouvoir d'achat, les travailleurs voient tous les jours empirer leurs conditions de travail. Les deux choses sont liées d'ailleurs. En l'absence de grandes luttes qui posent l'ensemble du problème des salaires et des prix, devant la politique des organisations

syndicales qui fondent toute leur action sur les revendications partielles et les combats isolés, la pratique des heures supplémentaires d'une part, une productivité intense d'autre part, sont imposées aux ouvriers qui veulent tenter d'enrayer la baisse continue de leur pouvoir d'achat.

Pour les heures supplémentaires, la loi a codifié, et par là même entériné, la mort de la semaine de quarante heures. Celle-ci est devenue « légale », tandis que la semaine de quarante-huit heures est devenue « normale ».

Quant à la productivité, il est courant de voir les travailleurs réaliser 50 % de bonification sur leur salaire garanti pour arriver à toucher une paye tout juste suffisante pour vivre.

Les secteurs les plus touchés par cette politique de la productivité et des heures supplémentaires sont à la fois ceux qui sont à la base même de l'économie moderne, c'est-à-dire les mines de charbon, les mines de fer, la métallurgie, et ceux où la C.G.T. et le stalinisme ont dominé tout un temps.

La politique du « retrousser-les-manches », « produire d'abord, revendiquer ensuite » a été pratiquée dans ces secteurs avec une frénésie meurtrière — et quand nous disons meurtrière, ce n'est pas une clause de style, car les accidents mortels survenus dans les mines de charbon en particulier sont en grande partie la conséquence de cette politique de productivité — pour aboutir aujourd'hui, dans ces secteurs, à une situation des salaires pratiquement inextricable sans un vaste mouvement d'ensemble qui balayerait toutes les méthodes pourries qui président à la rémunération des salariés.

Inextricable par l'écart incroyable qui s'est creusé entre les salaires payés et un salaire décent, écart qui va parfois du simple au double; inextricable par la diversité des différentes catégories de salaires; inextricable enfin parce qu'à cette diversité des catégories viennent s'ajouter les différences dues à la productivité.

Si, pendant toute une étape, la baisse du pouvoir d'achat a pu être en partie masquée par la pratique des heures supplémentaires et un accroissement considérable de la productivité, il n'en est plus de même dès l'instant où le nombre d'heures de travail est en diminution.

Devant la menace de récession et la perspective des conséquences de la crise américaine sur l'économie française, de nombreuses entreprises envisagent de réduire leurs horaires de travail. C'est notamment le cas de la sidérurgie de l'Est, où un accord signé par toutes les organisations syndicales établit qu'il n'y aura plus d'horaires supérieurs à 48 heures par semaine.

Le patronat avoue une des raisons de cette mesure, déclarant : « C'est, en fait, la modernisation accrue de la sidérurgie qui a permis de réaliser la réforme actuelle ». Mais, pour mieux faire passer leur politique, les patrons ont, d'une part, accepté que la perte de salaire résultant du retour strict à la semaine de 48 heures soit compensée dans la proportion de 65 %, d'autre part, adressé des louanges aux ouvriers dans ces termes :

« Pourquoi ne pas faire état de

l'effort remarquable accompli par les travailleurs français depuis la libération ? L'exemple de la sidérurgie de l'Est est caractéristique. Le problème posé à la France au lendemain de la guerre par le délabrement de notre industrie, la nécessité de produire énormément d'acier, la pénurie de main-d'œuvre et les structures particulières de la sidérurgie ne laissent guère d'autre solution pour remonter le courant que cette semaine de 56 heures à laquelle se sont trouvés astreints 18.000 ouvriers des feux continus ».

« Un ouvrier sur cinq de la sidérurgie devait donc travailler 8 heures par jour sans exception, et ne profiter du repos du dimanche que toutes les trois semaines. De plus, ces ouvriers étaient amenés à « doubler » le poste toutes les trois semaines, c'est-à-dire qu'ils travail-

laient pour assurer la relève 16 heures d'affilée ».

Le journal « Les Echos », où cet article a paru, ne dit pas que cette politique d'exploitation à outrance des travailleurs n'a été possible que grâce à la politique du Parti Communiste Français, se faisant le champion de la production à outrance, de la « bataille de l'acier à gagner », et que M. Thorez siégeait au banc du Conseil des ministres en compagnie de M. Bidault.

C'est pourquoi, aujourd'hui, quand le Parti Communiste Français propose un gouvernement du bloc des gauches, les travailleurs ne doivent pas oublier ce qui s'est passé quand ils avaient le triste privilège d'avoir des « camarades ministres » au banc du gouvernement, il y a de cela 13 ans !

F. TARRANT.

La Vérité, n° 500

(Suite de la 1^{re} page)

tiques qui s'efforcent de canaliser l'action des travailleurs et de l'exploiter pour servir les objectifs politiques et parlementaires de ceux qui les dirigent, mais du point de vue des travailleurs eux-mêmes, dont elle exprime les aspirations, définissant à chaque étape les mots d'ordre et la stratégie susceptibles d'assurer la victoire. Inlassablement, elle dénonce la méthode chère aux dirigeants syndicaux : grèves partielles ou « tournantes », catégorie après catégorie, usine après usine, corporation après corporation. Inlassablement, elle démontre la nécessité d'une action générale de tous les travailleurs, toutes corporations unies, tous ensemble et en même temps, de la grève générale contre le patronat et son Etat. C'est ainsi qu'en décembre 1948, lorsque les ouvriers des camions Bernard viennent demander à la C.G.T. de déclencher la grève générale par solidarité avec les mineurs en lutte, « La Vérité » appuie cette initiative. Mais Benoît FRACHON répond : « Seuls les imbéciles veulent la grève générale » et laisse étrangler les mineurs isolés.

En août 1953, lorsque 4 millions et demi de travailleurs sont en grève, appelant au renversement du gouvernement LANIÉL ; en août-septembre 1955, appelant les travailleurs de toute la France à l'action pour appuyer la lutte magnifique des ouvriers de la Loire-Atlantique ; partout et toujours, « La Vérité » joue son rôle d'organe de combat des travailleurs d'avant-garde.

Dès le 1^{er} novembre 1954, contre toute la presse française qui s'efforce de minimiser les événements, « La Vérité » annonce que la Révolution algérienne a commencé et qu'elle ne se terminera que lorsque le peuple algérien aura conquis son indépendance. Inlassablement, elle démontre que les travailleurs français et le peuple algérien combattent le même ennemi, les capitalistes français. Elle proteste contre le rappel des disponibles, contre l'envoi du contingent en Algérie et contre son maintien 24 et 27 mois sous les drapeaux. Elle dénonce le rappel des disponibles, non seulement lorsque, en 1955, Guy MOLLET proteste aussi parce que c'est Edgar FAURE qui l'organise,

mais aussi en 1956, lorsque Guy MOLLET l'organise à son tour. Elle dénonce la monstrueuse union sacrée du 11 mars 1956, le vote des pouvoirs spéciaux de guerre totale, de THOREZ à FINAY, ce qui lui vaut d'être l'objectif principal de la répression : 17 fois saisie, elle est accablée de lourdes amendes. Quatre de ses rédacteurs sont condamnés à six mois de prison avec sursis ; l'un d'eux pourra rappeler au tribunal que, 15 ans plus tôt, c'était sous la même incalculable (« atteinte à la sûreté de l'Etat »), et déjà pour avoir diffusé « La Vérité », qu'il s'était vu condamner par un tribunal vichyste.

Mais les trotskystes relèvent le défi de la répression, qui vaut d'ailleurs à « La Vérité » de nombreuses manifestations de sympathie et de nouveaux lecteurs. Bimensuelle depuis plusieurs années, « La Vérité », à partir du 1^{er} mai 1955, paraîtra chaque semaine ; d'abord sur deux pages, puis, deux ans après, sur quatre pages. Elle ne l'a pu que grâce à l'aide de tous ses lecteurs ; c'est grâce à elle aussi que, malgré la hausse rapide des tarifs d'imprimerie et les charges toujours plus lourdes résultant de la répression, elle peut aujourd'hui continuer son combat.

Car nous sommes entrés dans une nouvelle période historique, où les masses, bien loin de suivre aveuglément les dirigeants stalinistes et réformistes des grands appareils, s'en détachent de plus en plus irrésistiblement dans l'action, et recherchent avec avidité des voies nouvelles ; où les contours commencent à s'esquisser peu à peu d'une nouvelle avant-garde, qui renouera avec la tradition des pionniers de la révolution prolétarienne, tout en enrichissant de l'immense expérience accumulée dans les quarante dernières années. Dans ce gigantesque travail de gestation qui s'accomplit sous nos yeux, et dont sortira tôt ou tard l'organisation révolutionnaire de combat dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, « La Vérité », ouvrant ses colonnes aux larges débats dont l'avant-garde a essentiellement besoin aujourd'hui, reflétant toujours plus fidèlement les luttes ouvrières, s'efforcera de tenir pleinement la place qui revient à l'expression la plus sensée de la pensée révolutionnaire : le trotskysme.